

E-rik@ : une formation au numérique pour les jeunes

À partir de cette année, les Dionysiens pourront désormais s'inscrire à la formation proposée par le CRJU et Simplon Réunion pour maîtriser à la perfection les différents outils du numérique.

La formation E-rik@, formation de médiateur et médiatrice, est lancée. Gratuite, elle est ouverte aux jeunes de 18 à 26 ans, résidents des quartiers prioritaires dionysiens, et a pour objectif de favoriser l'insertion durable dans le domaine de l'accompagnement et de la médiation numérique.

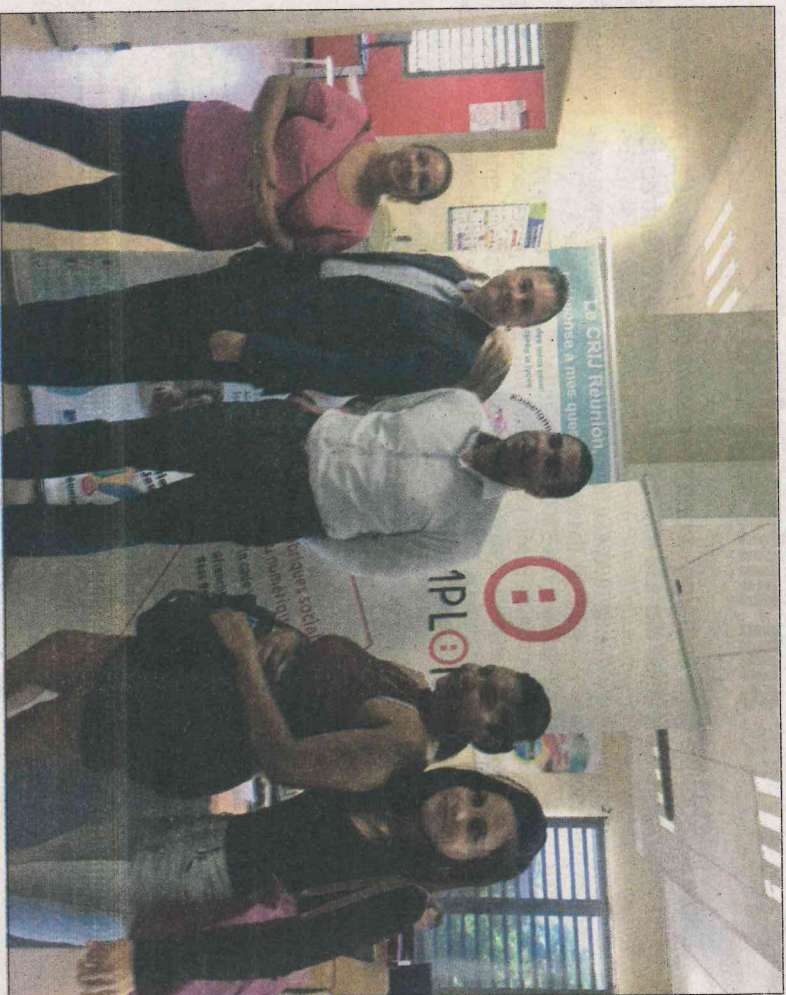
D'une durée de 336 heures, soit 2 mois et demi, la première session 2019 a démarré en janvier, mais une deuxième aura lieu fin mars. La formation sera suivie d'une période d'immersion professionnelle de 35 heures et d'une mission de service civique de 8 mois dans une structure de l'île.

Ce projet est le fruit d'un partenariat entre le Centre régional d'information jeunesse Réunion (CRIJ Réunion) et Simplon Réunion, organisme qui évolue dans le secteur d'activité informatique et communication.

Des jeunes motivés

« On a beau dire que la femme est l'avenir de l'homme, moi je me dis plutôt que la jeunesse est l'avenir de la société » sourit Patrick Cuvelier, président du CRIJ, qui insiste sur l'importance de l'insertion de l'ensemble des catégories de jeunes. Farid Humblot, directeur ouvrier de Simplon ajoute que, de nos jours, le numérique « permet de créer du lien entre les différentes générations de la société ».

C'est pourquoi les jeunes retenus pour cette formation comprendront et maîtriseront les dif-



Patrick Cuvelier (président du CRIJ) à gauche, Farid Humblot (directeur Outre-mer de Simplon Réunion) et trois des dix apprenants à la formation E-rik@.

férents outils numériques, pour pouvoir aider et transmettre à toute autre personne.

Sur 20 profils retenus, dix apprenants, les plus motivés, ont été sélectionnés pour cette première promotion.

Et ils viennent pour la plupart du quartier du Chaudron. Parmi

eux, Marissa, 22 ans, a dû faire face aux difficultés du numérique très tôt.

Mère de quatre enfants, elle explique que « les étapes sont compliquées à faire seule », c'est pourquoi elle a décidé de s'inscrire à cette formation pour pouvoir ensuite

aider les personnes dans leur démarche concernant le numérique, et leur permettre d'éviter ce qu'elle a dû réaliser.

D'autres, comme Wendy et Annaëlle, ont opté pour cette formation afin d'élargir leur expérience dans ce secteur pour y exercer plus tard.

Vaïka ROBERT

POUR UNE VISUCONFÉRENCE AVEC MACRON



Daniel Gonthier veut une visioconférence de Macron avec les populations d'outre-mer. (Photo T.L.)

Alors que les élus d'outre-mer seront reçus vendredi après-midi à l'Elysée par le président de la République Emmanuel Macron dans le cadre du grand débat national, le maire de Bras-Panon Daniel Gonthier a indiqué qu'il ne se rendrait pas à Paris, mais qu'il réclamerait la mise en place d'une « rencontre du président par visioconférence avec nos populations ultramarines ».

Selon le DGS de Bras-Panon Steven Bamba, ces doléances seront transmises à Emmanuel Macron par Stéphane Fouassin, qui représentera à cette occasion avec Jean-Paul Virapoullé les communes de l'est de l'île. Les maires de Bras-Panon et de Salazie ont convenu de la démarche lors d'un déjeuner la semaine dernière.

« Je m'étonne de l'invitation (convocation) lancée à l'attention exclusive des maires des communes d'outre-mer par le président de la République : [...] Notre président aurait-il à présent peur de se confronter à la réalité de nos populations, à la profondeur

de leur souffrance et à la vérité de leurs mots ? », interrogeait lundi Daniel Gonthier dans un communiqué au ton cinglant.

Pour garantir l'indépendance du processus de dialogue, le maire de Bras-Panon a confié à l'agence de conseil en relations publiques GBO le soin d'organiser sur son territoire quatre soirées dédiées au grand débat national. Toutes les dates ne sont pas encore arrêtées, mais le premier rendez-vous devrait avoir lieu le 15 février en salle du conseil municipal.

« C'est l'agence GBO qui va mener les débats. Comme il y a quatre thèmes dans le grand débat national et beaucoup de questions pour chacun des thèmes, on a choisi de faire quatre soirées », précise Steven Bamba.

Si la demande de Daniel Gonthier est entendue, l'objectif de la mairie sera d'organiser une visioconférence avec Emmanuel Macron au cours de l'une des quatre soirées de débat prévues à Bras-Panon.

Thierry LAURET